

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 3 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



THEOLAU PEINTURES

Z.I. de Seclin -
Rue René Cauche
59139 NOYELLES LES SECLIN

Référence : Arrêté préfectoral d'autorisation du 14/03/07 et arrêté préfectoral complémentaire du 05/09/19

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement THEOLAU PEINTURES implanté Z.I. de Seclin - Rue René Cauche 59139 NOYELLES LES SECLIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THEOLAU PEINTURES
- Z.I. de Seclin - Rue René Cauche 59139 NOYELLES LES SECLIN
- Code AIOT dans GUN : 0028400014
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

THEOLAU PEINTURES exploite à Noyelles-les-Seclin une usine de fabrication et de conditionnement de peintures non solvantées. Le site accueille également une unité de stockage de peintures glycérophthaliques produites sur une autre usine du groupe située à Colomiers (31).

Le site de Noyelles-les-Seclin bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 17 avril 2007.

Le site est également réglementé par :

- un arrêté préfectoral complémentaire du 05/09/19,
- l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 soumis à enregistrement.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- entrepôt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Sans objet
Disponibilité des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13	/	Sans objet
Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13	/	Sans objet
Configuration des stockages	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 7	/	Sans objet
Configuration des stockages	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 9	/	Sans objet
Configuration des stockages	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 2.III	/	Sans objet
Accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est exploité conformément aux prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/03/07 et de l'arrêté complémentaire du 05/09/19.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Constats : Les cellules de stockage dénommées "hall3 et hall4" n'accueillent que des produits finis conditionnés issus de la production de Noyelles les Seclin ou du site de Colomiers (31) appartenant au groupe.</p> <p>La gestion des livraisons, productions et expéditions est assurée informatiquement. La mise à jour numérique des données est immédiate dès saisie d'une entrée ou une sortie de produits.</p> <p>Une extraction peut être réalisée à la demande. Après traitement des données, l'état des stocks permet de connaître les quantités de matières entreposées par famille de dangers (H226, H410, H411) et par cellules de stockage.</p> <p>Un inventaire physique est réalisé annuellement sur l'ensemble du site.</p>
Observations : L'exploitant doit veiller à la mise à jour hebdomadaire voire quotidienne pour les matières dangereuses de son extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disponibilité des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">– d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <p>– d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>– de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</p> <p>– le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. À cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2. de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : Le site dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 5 poteaux incendie raccordés au réseau public. Les débits individuels sous 1 bar mesuré en date du 13/07/21 sont compris entre 125 et 143 m³/h. L'ensemble des poteaux sont équipés de 2 raccords DN60 et 1 raccord DN100 ;- de RIA disposés dans l'ensemble des bâtiments de production et de stockage ainsi que 4 RIA à

<p>émulseurs dans le hall 4 ;</p> <p>- d'extincteurs implantés dans l'ensemble des bâtiments.</p> <p>Les plans de localisation ont été présentés. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les 5 poteaux de l'établissement sont facilement accessibles (aire de stationnement dédiée, abords entretenus).</p>
<p>Observations : Les ressources en eaux sont supérieures à celles calculées sur la base de l'arrêté ministériel du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Cet arrêté n'étant plus applicable à l'établissement, une évaluation des besoins en eau nécessaires à la lutte contre l'incendie pourra utilement être réalisée sur la base de la règle D9 et ce conformément aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17.</p> <p>L'inspection invite également l'exploitant à procéder à une mesure de débit en simultané sur 2 poteaux incendie au minimum en complément des débits testés individuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, EAI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats : L'établissement n'est pas équipé de systèmes d'extinction automatique. Une telle installation a été étudiée par l'exploitant puis abandonnée au profit d'un travail sur l'évolution des formulations des produits produits et entreposés sur le site de Noyelles les Seclin, visant à ôter le caractère inflammable (H226) aux peintures glycérophthaliques.</p> <p>Au regard des superficies des cellules de stockage (halls 2, 3 et 4 < 3000 m²), une telle installation n'est réglementairement pas applicable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Configuration des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensions des cellules
Prescription contrôlée : La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés. La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.
Constats : Les cellules de stockage présentent une superficie inférieures à 3000 m ² : hall 2 1560 m ² , hall 3 2664 m ² , hall 4 2700 m ²). Seul le hall 2 accueille une mezzanine dont la superficie n'excède pas 10 % de la surface au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Configuration des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.
Constats : Les conditions de stockage observées dans les 3 halls sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- stockage uniquement en rack,- hauteur de la plus haute lisse : 5 mètres,- espace libre entre le sommet des stockages et le plafond supérieur à 1 mètre,- absence de stockage en contenant dont le volume est supérieur à 15 litres. Ces modalités sont conformes aux dispositions réglementaires applicables, y compris à celles de l'article 32.9.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/04/07 qui limite la hauteur de stockage à

8 mètres avec une distance minimale de 1 mètre maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Configuration des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 2.III
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
<p>Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p>
Constats : Il n'a été observé sur site aucun stockage extérieur dans un rayon de 10 mètres autour des 3 halls de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité du site
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p>
<p>Constats : L'accès à l'établissement se fait depuis la rue René Cauche (une entrée principale équipée de barrières et portail et une entrée dédiée aux moyens d'intervention équipée d'une boîte à clés).</p> <p>Les zones de stationnement sont clairement signalées. Elles ne sont pas de nature à gêner les manœuvres des moyens d'intervention.</p> <p>Une voie engins permet de circuler librement sur l'ensemble du périmètre des bâtiments du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet